



Communication & Influence

N°128 - Décembre 2021

Quand la réflexion accompagne l'action

Patrimoine et architecture sacrée comme vecteurs d'influence des peuples : le décryptage de Mathieu Lours

Pourquoi Comes ?

En latin, comes signifie compagnon de voyage, associé, pédagogue, personne de l'escorte. Société créée en 1999, installée à Paris, Toronto et São Paulo, Comes publie chaque mois Communication & Influence. Plate-forme de réflexion, ce vecteur électronique s'efforce d'ouvrir des perspectives innovantes, à la confluence des problématiques de communication classique et de la mise en œuvre des stratégies d'influence. Un tel outil s'adresse prioritairement aux managers en charge de la stratégie générale de l'entreprise, ainsi qu'aux communicants soucieux d'ouvrir de nouvelles pistes d'action.

Être crédible exige de dire clairement où l'on va, de le faire savoir et de donner des repères. Les intérêts qui conditionnent les rivalités économiques d'aujourd'hui ne reposent pas seulement sur des paramètres d'ordre commercial ou financier. Ils doivent également intégrer des variables culturelles, sociétales, bref des idées et des représentations du monde. C'est à ce carrefour entre élaboration des stratégies d'influence et prise en compte des enjeux de la compétition économique que se déploie la démarche stratégique proposée par Comes.

Agrégé et docteur en histoire, spécialiste du patrimoine – particulièrement sous son angle religieux – Mathieu Lours enseigne l'histoire de l'architecture à l'université de Cergy-Pontoise et l'histoire des arts en classes préparatoires aux grandes écoles. Il vient de publier Notre-Dame des siècles (Cerf, novembre 2021) et La grâce des cathédrales, trésors des régions de France (Place des Victoires, décembre 2021). Ses écrits sur le patrimoine religieux à travers le monde se combinent à une approche fine des mécanismes d'influence dus à leur présence et à leur lourde charge symbolique dans les jeux géopolitiques d'hier et d'aujourd'hui.

Dans l'entretien qu'il a accordé à Bruno Racouchot, directeur de Comes Communication, Mathieu Lours montre à quel point le fait d'identifier, protéger et valoriser le patrimoine constitue un levier majeur dans une stratégie



gie d'influence. La sortie du religieux n'est pas universelle, nous dit-il, et de par le monde, le patrimoine sacré, loin d'être un bibelot, apparaît bien vivant. En négligeant ce paramètre, la France se prive d'atouts majeurs. Une réflexion qui met en relief le risque que court tout peuple en déconnexion avec son passé et les conséquences qu'une telle posture induit sur son devenir.

Universitaire spécialiste d'histoire de l'architecture, vous êtes également passionné de géopolitique. De cette double approche qui est la vôtre, estimez-vous que le patrimoine sacré d'un pays puisse être considéré comme un vecteur d'influence ? Et si oui, quels en sont les traits caractéristiques ?

Depar sa nature même, il est indéniablement vecteur d'influence, ce à plusieurs titres et quel que soit l'échiquier où le pays concerné joue sa partie. Si un pays privilégie la défense des critères civilisationnels, bien évidemment, la présence et la mise en valeur d'un patrimoine sacré enraciné

sont des paramètres essentiels. Si au contraire, il joue la carte de l'universalisme, alors, une diversité religieuse ou bien un patrimoine qui montre au fil du temps des basculements ou des ouvertures peuvent aussi servir à vanter un aspect particulier correspondant à ses objectifs politiques. Selon que l'on joue la carte de la diversité ou celle de l'enracinement, le patrimoine religieux reste un atout de poids dans le jeu d'influence d'un pays. Et nombre de pays peuvent jouer des deux, en même temps et sur plusieurs registres.

Ensuite, entre en jeu la dimension du tourisme religieux et culturel que la



présence de ce patrimoine induit. Parfois, on constate une omnipotence du religieux, comme pour les sanctuaires de la Mecque et de Médine où la dimension patrimoniale est effacée, puisque l'on ne s'y rend pas par curiosité mais dans le cadre d'un acte de foi soigneusement encadré.

A rebours, on a le cas de l'utilisation large du patrimoine romain lors des jubilés de l'Eglise catholique. On observe d'ailleurs qu'une puissance transnationale comme le Vatican organise ces grands événements dans le cadre d'un Etat-nation souverain, en l'occurrence l'Italie. Tout ceci est par essence même géopolitique, comme est géopolitique la

Le patrimoine n'est pas optatif, il est tel qu'il est, il nous échoit et nous relie à un enracinement profond, il nous dit qui nous sommes, et à ce titre, il apparaît comme un élément constitutif de l'identité de chaque peuple.

décision de détruire ou reconstruire un patrimoine religieux. Ainsi, on note qu'aujourd'hui, les Talibans, revenus au pouvoir en Afghanistan et en quête de reconnaissance sur la scène internationale, sont en train d'autoriser les archéologues et autres spécialistes de l'art religieux à revenir sur le site de Bâmiyân où les bouddhas de pierre avaient été détruits par eux en mars 2001. Autre exemple, quand Sainte Sophie a été requalifiée en mosquée par Erdogan, Poutine et Assad ont

décidé qu'ils construiraient une Sainte Sophie pour les chrétiens de Syrie. Et que dire des enjeux politiques d'un pays intra-muros, comme ce fut le cas avec la reconstruction en 1995 à Moscou de la cathédrale du Christ Sauveur, laquelle avait été détruite par les Bolcheviks, et est aujourd'hui lieu de culte de l'Eglise orthodoxe, où furent d'ailleurs célébrées en 2007 les funérailles de Boris Eltsine. On ne peut clore cette question sans évoquer bien sûr les lieux saints de Jérusalem, qui sont sans doute l'un des endroits au monde les plus chargés de religiosité, mettant en lumière sur un mode paroxystique les liens profonds unissant géopolitique et patrimoine sacré, ce dernier s'imposant de fait comme un vecteur d'influence majeur. Pour preuve, les Emirats et les Saoudiens aimeraient bien récupérer la gestion des

Le patrimoine nous conduit à réfléchir sur ces concepts essentiels que sont pour toute communauté humaine la politique et l'identité, nous obligeant à avoir, au-delà du factuel, une vision sur le long terme.

lieux saints de Jérusalem, fonction qui incombe actuellement à la Jordanie. D'où sans doute également le fait que l'Arabie saoudite ne s'est pas opposée à ce qu'Israël proclame Jérusalem comme capitale, sans doute dans la perspective de pouvoir le cas échéant jouer les bons offices...

Vous insistez sur le fait que la protection du patrimoine sacré n'est pas affaire de "croyant" ou "non-croyant", mais qu'elle relève de la préservation et la perpétuation de l'identité des peuples. S'agirait-il donc là d'un élément structurant en douceur la manière-d'être-au-monde spécifique à chaque peuple, révélant ainsi dans la pierre sa puissance intérieure ?

Ce clivage croyant/non-croyant que vous évoquez est essentiellement un problème occidental. Il met en relief l'importance de l'angle sous lequel on aborde la thématique, laquelle varie en fonction des territoires et des peuples qui y vivent. Contrairement à ce que l'on pourrait penser de prime abord, en se cantonnant dans une perception euro-péo-centrée, donc biaisée, la sortie du religieux n'est

pas un problème universel. Mais nous le percevons de la sorte car l'Europe se trouve frontalement concernée par cette aporie. De fait, chez nous, c'est plutôt la question de la réaffectation de ce patrimoine qui pose question. Que fait-on d'une église dans un pays largement déchristianisé ? Le taux de pratique religieuse pour les catholiques en France est l'un des plus faibles du monde et simultanément, nous avons sous les yeux un patrimoine omniprésent.

On parle beaucoup des racines chrétiennes, mais à mon sens, si l'on voit le christianisme comme un arbre, il faut le juger surtout à ses branches, à ses fleurs et à ses fruits. Or, en Europe, on considère ce patrimoine comme un bibelot, là où, dans le reste du monde, il est vivant et bien vivant. En France, par exemple, rien n'a remplacé le christianisme. En ce sens, les églises nous rappellent qu'il existe quelque chose qui survit de notre enracinement. Beaucoup de citoyens engagés pour la préservation du patrimoine religieux s'affichent non-croyants, tout en reconnaissant que l'église, comme patrimoine au centre du village, est dans son essence différente de la grange ou du lavoir.

Ce patrimoine religieux qui dépérit dans l'Hexagone, c'est d'ailleurs essentiellement le patrimoine rural non classé. Or, si l'on y regarde de plus près, c'est l'ensemble des campagnes françaises qui dépérit. La poste, l'école, le café du coin... ne vont pas mieux que l'église. Et de fait, où construit-on des églises aujourd'hui ? Dans les zones où il y a le plus d'immigrés, donc dans les banlieues. Qu'elle soit musulmane ou chrétienne, l'immigration dans sa grande majorité est pratiquante. A Aubervilliers ou à Saint-Denis, les églises sont bondées de fidèles d'origine africaine. Mais dans la France profonde, il en va autrement. Déchristianisation et désertification rurale vont de pair. Et les églises de nos terroirs, bâties au XIX^{ème} siècle pour accueillir plusieurs centaines de fidèles, se dressent aujourd'hui au centre de villages qui ne comptent parfois plus que quelques dizaines d'habitants, dont une poignée seulement continue à pratiquer régulièrement... Il y a donc là de vraies questions qui se posent sur le devenir de notre pays, ce vide dans les églises et les campagnes étant le résultat tangible de bouleversements profonds de la société française.

On peut donc bien affirmer que le patrimoine est pour tout pays et pour tout peuple, un vecteur d'influence majeur...

Oui, indubitablement. Le patrimoine est le lieu par excellence où l'identité profonde peut s'incarner comme vecteur tout à la fois d'influence et de puissance. Le patrimoine n'est pas optatif, il est tel qu'il est, il nous échoit et nous relie à un enracinement profond, il nous dit qui nous sommes et à ce titre, il apparaît comme un élément constitutif de l'identité de chaque peuple, notamment sous l'angle géopolitique. Ce patrimoine que les générations précédentes ont légué contribue à façonner l'identité des peuples et à donner une certaine forme aux territoires sur lesquels ils vivent.

Ainsi, pour nous, que subsiste-t-il des vingt-cinq siècles d'histoire de notre territoire sinon notre patrimoine politique et religieux ? Autrement dit l'église et le palais de justice, la chapelle et le château... De la sorte, le patrimoine nous conduit à réfléchir et à nous exprimer sur ces concepts essentiels que sont pour toute communauté humaine la politique et l'identité, nous obligeant à avoir, au-delà du factuel, une vision sur le long terme. En ce sens, les Pères de l'Europe que furent Adenauer et de Gaulle ne s'y sont pas trompés, en choisissant la cathédrale de Reims comme lieu symbolique de la réconciliation franco-allemande... ■

EXTRAITS

Le patrimoine comme vecteur d'influence géopolitique – I

Parmi les multiples casquettes qui sont les siennes, Mathieu Lours est professeur en classes préparatoires aux grandes écoles. Il a rédigé en septembre dernier une très pertinente analyse sur le sujet étudié ici, analyse destinée aux classes de terminale en spécialité HGGSP, autrement dit histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques, portant sur le thème : "Identifier, protéger et valoriser le patrimoine : enjeux géopolitiques". Il nous a semblé utile de présenter ici, en p.3 et 4, des extraits de cette approche pédagogique, avec l'aimable autorisation de la revue de géopolitique Conflits où elle est parue, et que nous remercions ici chaleureusement.

Pour ceux qui ne seraient pas encore abonnés à cette revue, nous recommandons vivement de le faire. L'article peut être téléchargé dans son intégralité par les abonnés sur le lien suivant : <https://www.revueconflits.com/patrimoine-notion-terminale-specialite-hggsp/>

*"Le patrimoine, au sens où on l'entend aujourd'hui dans le langage officiel et dans l'usage commun, est une notion toute récente, qui couvre de façon nécessairement vague, tous les biens, tous les "trésors" du passé". C'est de cette façon qu'André Chastel et Jean-Pierre Babelon définissent le patrimoine dans leur ouvrage de référence publié en 1994 : *La notion de patrimoine* [NDLR : Levi, 2008]. Cette définition, très large, a le mérite de tracer les deux axes sur lesquels sont invités à réfléchir les élèves de terminale en spécialité HGGSP : définir ce qu'est le patrimoine et quels sont ses enjeux politiques et géopolitiques. C'est en effet, comme le signalent les auteurs du livre cité plus haut, le "langage officiel" qui a donné au mot patrimoine son sens actuel.*

*La notion de patrimoine est aujourd'hui très large : elle désigne l'ensemble des héritages matériels et immatériels dont les communautés humaines assurent la préservation car ils sont dépositaires d'une part de leurs identités et de leur savoir-faire. Mais cette notion a elle-même une histoire. C'est surtout à partir des années 1980 que le "patrimoine" prend son sens actuel. Jusqu'au XX^{ème} siècle, en effet, ce terme désigne surtout un héritage, sous forme d'objets, de biens et de valeurs monétaires, qu'un père transmet à ses enfants. C'est ce qui explique l'étymologie du mot, qui vient de *pater*, en latin. D'ailleurs, dans le monde anglo-saxon, c'est toujours le terme *heritage* qui désigne le patrimoine culturel. Le sens économique du mot est d'ailleurs toujours employé en France pour désigner des avoirs financiers. Dans le temps long, le patrimoine culturel est le fruit de deux logiques. Selon André Chastel et Jean-Pierre Babelon, le patrimoine naît de deux sources, celles de la religion et celle du politique, en l'occurrence de la monarchie, et procède de la notion de mémoire."*

De la notion de patrimoine au Moyen-Âge à celle de patrimoine culturel immatériel de l'humanité d'aujourd'hui : un basculement sémantique et politique

*"Le patrimoine culturel et monumental est né, au Moyen-Âge, pour commémorer les mystères du christianisme et les héritages bibliques et hagiographiques, puis pour garder la mémoire des rois et des puissants. Quant aux œuvres d'art hors-normes, on les qualifie jusqu'au XVII^{ème} siècle, de "mirabilia", littéralement, de "merveilles". Au XVIII^{ème} siècle, un basculement s'opère. Le mot "monument" connaît alors un glissement de sens. Il désignait jusqu'alors des textes écrits, de nature législative, d'importance majeure et bénéficiant souvent d'un riche décor. Ces textes "avertissaient" et "commémoraient", du verbe latin *monere*. On l'utilise, au siècle des Lumières, pour désigner des inscriptions commémoratives, des tombeaux, puis les édifices entiers. Avec la Révolution française, on voit apparaître le terme de "monuments nationaux" puis, au XIX^{ème} siècle de "monuments historiques".*

C'est donc d'un basculement politique que naît la notion qui nous intéresse. Sécularisant de nombreuses églises, conduisant au démantèlement de certaines demeures aristocratiques, pour des raisons à la fois financières et politiques, les Révolutionnaires souhaitent cependant conserver les principales richesses artistiques de la nation qu'il fallait dissocier de leur lien avec la religion, l'aristocratie ou la monarchie. C'est au nom de la nation que sont mises en place les premières mesures de sauvegarde comme le Musée des Monuments français en 1795. La Monarchie de Juillet fit de même en 1830 en créant le poste d'Inspecteur des monuments historiques, poste attribué à Ludovic Vitet puis à Prosper Mérimée. Les guerres mondiales du XX^{ème} siècle contribuèrent à accentuer le caractère national de ces monuments : la cathédrale de Reims incendiée par les Allemands en septembre 1914 est instrumentalisée comme symbole de la 'barbarie allemande' par les Français, alors que les Allemands déclarent que ce sont les Français qui, en y installant un observatoire, ont transformé un monument en objectif militaire.

Après 1945, le sens actuel du terme patrimoine s'impose peu à peu, car la notion de monument historique est désormais trop étroite pour désigner l'ensemble des œuvres d'art, des édifices, des quartiers, des paysages, des pratiques musicales, ou liées à la danse, à la gastronomie, aux traditions populaires que la notion recouvre désormais. L'œuvre d'André Malraux, de 1959 à 1969, puis de Jack Lang, de 1981 à 1986 puis de 1988 à 1993, au ministère de la Culture contribuent à décloisonner et élargir la notion. À l'échelle mondiale, la constitution, à partir de 1978 d'un patrimoine culturel de l'humanité (869 biens culturels classés), doublé à partir de 2003 d'un patrimoine culturel immatériel de l'humanité (283 éléments classés, 213 biens naturels et 39 biens mixtes), universalisent cette notion, même si l'attribution de ce titre à un site ou un bien immatériel est liée à un contingentement de leur nombre par État." [suite p.4]

EXTRAITS

Le patrimoine comme vecteur d'influence géopolitique – II

Suite de la p.3 et de l'article publié par Mathieu Lours en septembre dernier dans la revue de géopolitique *Conflits*.

"[...] L'universalité du patrimoine pose aussi des questions liées à sa propriété et à sa mise en valeur. Prélever et présenter chez soi le patrimoine d'un autre pays est geste politique. Le rêve révolutionnaire puis napoléonien visant à transférer les grandes œuvres d'art italiennes à Paris, afin qu'elles puissent être présentées dans un lieu central accessible à tous relève de l'universalisme révolutionnaire. Mais pour les Italiens, il s'agit ni plus ni moins d'un pillage et la plupart des œuvres sont restituées à la chute de l'Empire, en 1815. Au XIX^{ème} siècle, c'est le monde méditerranéen, puis le monde colonial qui sont marqués par ce processus. L'archéologue anglais lord Thomas Elgin préleva ainsi de nombreux éléments des frises du Parthénon à partir de 1801. Les autorités ottomanes qui occupaient la Grèce et pour lesquelles ce patrimoine, qui n'était ni turc ni musulman, n'avait guère d'importance, n'en virent que la valeur marchande. Restaurées, les frises sont présentées au British Museum à Londres. On parle depuis cette époque d'"Elginisme" pour qualifier ce type de transfert d'œuvre d'art. Depuis l'indépendance de la Grèce en 1830, la question de la restitution de ces frises est régulièrement demandée, car elles constituent un élément majeur du patrimoine de ce pays. Pour l'instant, en vain.

Mais le phénomène est plus large, et on peut parler aussi des accords entre l'Empire ottoman et l'Allemagne, qui, en échange de la construction de la voie de chemin de fer du *Bagdadbahn*, put prélever l'autel de Zeus à Pergame ou une des portes de Babylone, présentées depuis au *Pergamonmuseum* à Berlin. Aujourd'hui, l'attention se porte sur les musées d'arts premiers puisqu'ils sont en partie constitués de collections issues de la conquête coloniale. La question de la restitution des œuvres se pose donc et certaines ont fait l'objet de rétrocessions. Ainsi, en 2018, le président Emmanuel Macron a décidé de rétrocéder au Bénin 26 œuvres dont les statues royales d'Abomey, présentées au musée du Quai Branly. Le patrimoine permet donc de révéler plusieurs manières de penser le rapport au monde, entre universalité et reconnaissance des identités. Il est lié à une manière de penser sa propre puissance et la manière de l'exercer. Ainsi, le rayonnement du repas gastronomique à la française, reconnu comme patrimoine immatériel de l'humanité par l'UNESCO depuis 2017, contribue au soft power du pays, en attirant les touristes et en contribuant à fonder des restaurants français à l'étranger."

Tensions et concurrences autour du patrimoine

"Puisque le patrimoine relève de l'identité des peuples et des territoires, il constitue un enjeu majeur lors des conflits entre États et entre communautés dans le cadre de guerres civiles ou de conflits non conventionnels. Lors des guerres mondiales, on l'a vu avec la cathédrale de Reims, s'attaquer au patrimoine permet d'atteindre l'ennemi dans son identité la plus profonde. Cependant, celui qui est frappé par une telle attaque peut, dans sa propagande de guerre, délégitimer celui qui porte ainsi atteinte à l'universalité des arts.

La prise de possession d'un territoire passe aussi par l'effacement d'un patrimoine. Cela est vrai pour les régimes totalitaires du XX^{ème} siècle : la destruction des églises pendant la terreur stalinienne procède de la volonté d'effacer les traces d'un passé pour construire le monde communiste. Cela est vrai aussi dans le contexte des guerres civiles liées à des facteurs ethno-religieux : pendant la guerre de Yougoslavie, de 1992 à 1995, de nombreux édifices de cultes furent détruits pour effacer la présence d'autres communautés dans les espaces soumis à une "purification" ethnique par les camps en présence. Pendant la guerre au Kosovo, les monastères serbes furent l'objet d'attaques de la part des nationalistes kosovars souhaitant faire oublier qu'au Moyen-Âge, la région constituait le cœur du royaume de Serbie. Au Mali, le patrimoine est au cœur des conflits entre deux lectures de l'Islam. L'Islam traditionnel malien est organisé par des confréries proches du soufisme et s'accommode de la vénération des tombeaux des sages ayant mené une vie conforme aux principes de la religion musulmane. À Tombouctou, de nombreux mausolées constituaient des chefs-d'œuvre de l'architecture islamique en Afrique. Les rebelles islamistes d'AQMI (Al Qaida au Maghreb islamique) qui prirent la ville en 2012 pratiquaient un Islam wahhabite, originaire de la péninsule arabique, d'où provient une bonne part leur financement. Cet Islam condamne la vénération des tombeaux et les combattants d'AQMI détruisirent les mausolées. Après la libération de Tombouctou en 2013, plusieurs auteurs de ces destructions furent arrêtés et condamnés en 2017 par la Cour pénale internationale, ce qui constituait la première condamnation en la matière et institue ainsi de fait un crime contre le patrimoine de l'humanité.

Outre ces conflits, des tensions apparaissent entre les différents acteurs du patrimoine. C'est le cas au sein de l'espace urbain des grandes métropoles. La patrimonialisation d'une part parfois importante de l'espace urbain entre en concurrence avec les logiques de la mondialisation libérale visant à renforcer les espaces consacrés aux bureaux ou aux logements. Le cas de trois métropoles d'importance mondiale montre ces différences de rapport au patrimoine. À Shanghai, depuis les années 1990, les autorités ont procédé à la démolition des quartiers anciens de façon à les remplacer par des immeubles de grande hauteur constituant le CBD. À Londres également, le CBD est situé dans le centre ancien, la City, mais on a ici profité de la destruction du bâti ancien par les bombardements allemands de la Seconde Guerre mondiale et fait le choix de ne reconstruire à l'identique que certains monuments. En revanche, à Paris, le centre de la ville, qui a échappé aux destructions du XX^{ème} siècle, est conservé intact. Dès 1964, André Malraux fait du Marais le premier secteur sauvegardé. De nombreux autres inscriptions et classements ont conduit à faire le choix d'une situation extra-muros pour le quartier d'affaire de la Défense, à la fin des années 1960. Aujourd'hui, le principal enjeu patrimonial à Paris est lié à l'entretien et à la restauration des monuments historiques et à leur rapport avec la création architecturale contemporaine, comme le révèlent les débats récents sur la construction d'immeubles à grande hauteur aux portes de Paris."

[lire la suite sur <https://www.revueconflits.com/patrimoine-notion-terminale-specialite-hggsp/>]

EXTRAITS

Aménagement du territoire et patrimoine sacré : la dimension communicationnelle

La SEBL Grand Est est une société d'économie mixte enracinée dans le bassin lorrain. Depuis 2018, elle publie une Lettre bimestrielle dédiée aux interactions entre l'intelligence territoriale et son cœur de métier, à savoir l'aménagement du territoire. Dans son dernier numéro (INTEREST n°20, décembre 2021), elle a interrogé Mathieu Lours sur le thème : "La richesse de son patrimoine sacré participe à l'identité du Grand Est". Nous remercions SEBL Grand Est de nous avoir autorisé à en reprendre ici des extraits.

"[...] Pensez-vous qu'il y ait aujourd'hui une prise de conscience au cœur de nos territoires en faveur de la valorisation de notre patrimoine architectural, visant à relever les ruines pour en faire des pôles de vie et de culture ?

"Cette prise de conscience existe, mais elle est très variable. Variable selon les régions, selon la sensibilité des élus, selon la taille, donc les moyens dont disposent les collectivités. Et puis aussi en fonction de la combativité des citoyens et des associations ! Mais le principal obstacle à une prise en compte des besoins de restauration provient le plus souvent du statut du monument. Si celui-ci est situé dans une commune rurale à faible budget et qu'il n'est pas classé, j'aurais tendance à dire que son avenir se présente mal... Le budget d'ailleurs, n'est pas seul en cause : il faut que le maire ou ses adjoints soient en capacité de mobiliser des réseaux. Si c'est le cas, on peut espérer des subventions. Sinon, on peut envisager le pire. C'est ce qui explique l'hécatombe dont sont victimes de nombreuses églises rurales du XIX^{ème} siècle, de même d'ailleurs que de très belles demeures de cette époque qui, faute d'être classées, finissent par tomber en ruine et par être carrément détruites... Déchristianisation et désertification constituent le cocktail fatal pour certaines églises qui peuvent contenir 300 fidèles dans un village qui ne compte plus que 50 habitants !

Vous avez évoqué les difficultés budgétaires liées à la restauration d'édifices non classés. N'est-ce pas paradoxal quand on connaît l'ampleur des sacrifices financiers consentis par nos ancêtres lorsqu'ils s'attachaient à l'édification d'une cathédrale, d'une abbaye voire d'une simple chapelle ?

Beaucoup de facteurs entrent en ligne de compte pour expliquer l'évolution des mentalités. Au Moyen-âge, la société chrétienne consentait sans problème à ces sacrifices parce qu'ils participaient d'une mystique. Au XIX^{ème}, la préoccupation religieuse est certes toujours présente mais, entretemps, la bourgeoisie a pris le pouvoir. Quand un notable de 1850 finance l'édification d'une église, notamment en acceptant de voir son imposition augmenter de manière importante, c'est un peu la même logique que celle consistant à se faire construire un château dans le village : le prestige compte. Pour le notable qui a mis la main à sa poche comme pour le villageois, fier d'avoir sa "cathédrale des champs". Et puis, on pouvait mobiliser le "budget des fabriques d'églises", institué par le concordat napoléonien, lequel existe encore en Alsace-Moselle, ce qui n'était pas rien." [...]

Quand les influences architecturales croisées défient les lois de l'affrontement politique

"Comment, en tant qu'historien, voyez-vous la place du Grand Est dans l'histoire architecturale européenne ? Peut-on dire qu'il existe une spécificité de notre territoire, liée notamment à la rivalité multiséculaire entre le royaume de France et le Saint-Empire romain germanique ? Et si oui, en quoi cette identité forte joue-t-elle un rôle aujourd'hui ?

"Votre région est vraiment celle par lequel l'art français, l'*opus francigenum*, autrement dit le gothique, est devenu l'art commun de la France et de l'Allemagne. Une partie du patrimoine religieux regarde vers le Saint Empire romain germanique : les cathédrales de Toul, de Metz, de Strasbourg, et même celle de Verdun, ont des caractéristiques impériales. Voyez Verdun et Toul avec leurs quatre tours et leurs chevets harmoniques : leurs solutions lotharingiennes ont vraiment contribué à féconder le gothique français. Et puis voyez les cathédrales de Reims (et d'Amiens), au tout début du XIII^{ème} siècle, qui vont inspirer le gothique germanique, notamment la cathédrale de Cologne, construite quasiment sur le plan de celle d'Amiens. Ces influences architecturales croisées sont d'autant plus frappantes qu'elles défient les lois de l'affrontement politique : dans les territoires qui relevaient du roi de France, adopter une solution impériale comme le chevet harmonique qu'on va retrouver jusqu'à Saint-Germain-des-Prés, à Paris, ne posait pas plus de problème que, pour la cathédrale de Cologne, s'inspirer directement de celle d'Amiens, construite au cœur du pré carré capétien. Il est clair que ces jeux d'influences religieuses et culturelles ont structuré l'identité des territoires qui forment aujourd'hui le Grand-Est, grosso modo l'ancienne Lotharingie. J'ai parlé du Moyen-âge, mais j'aurais pu aussi bien parler de la Réforme qui a légué un patrimoine important à l'Alsace, et aussi de l'héritage patrimonial du judaïsme, deux religions dont le legs architectural est particulièrement généreux dans votre région. Je pense en particulier à la synagogue de Lunéville, construite en 1786 par Augustin-Charles Piroux. Sans oublier, bien sûr, les chefs d'œuvre baroques de la Contre-réforme comme la cathédrale de Nancy. C'est vraiment par son patrimoine architectural que la Lorraine, qui avait du mal à trouver son statut géopolitique entre la France et le Saint-Empire, a forgé son identité et fait rayonner son génie propre. Et c'est évidemment aussi grâce à la richesse de son architecture sacrée que le Grand Est dans son ensemble peut affirmer la sienne à l'échelle de la France comme à celle de l'Europe."

Pour télécharger l'entretien dans son intégralité : https://sebl.fr/images/Interest/2021_12/Interest_202112_M_LOURS.pdf

BIOGRAPHIE

Né en 1974, Mathieu Lours est agrégé d'histoire. Professeur d'histoire de l'art en classes préparatoires aux grandes écoles, il enseigne également l'histoire de l'architecture à Paris-Cergy université. Ses travaux portent sur l'architecture religieuse, principalement à l'époque moderne (XVI^{ème}/XVIII^{ème} siècles), notamment sur les cathédrales. Mathieu Lours dirige aussi le comité scientifique de l'Observatoire du patrimoine religieux [<https://www.patrimoine-religieux.fr/>] et participe aux travaux du laboratoire Histara [<http://equipe-histara-ephe.fr/>] à l'École pratique des hautes études.

Mathieu Lours a consacré de nombreuses publications, tant scientifiques que tournées vers le grand public, à ses champs de recherches privilégiés. Sa thèse, publiée sous le titre *L'autre temps des cathédrales* (Editions Picard, 2010), portait sur l'adaptation des cathédrales gothiques aux prescriptions du concile de Trente. Ses travaux universitaires concernent également la question des destructions et transformations des édifices de cultes, question à laquelle il a consacré l'un de ses derniers livres, *Eglises en ruine, des invasions barbares à l'incendie de Notre-Dame* (Cerf, 2020). Trait de caractère qui rend l'homme éminemment sympathique : son engagement permanent et très concret en faveur de la protection du patrimoine. En effet, à ses yeux, la sauvegarde du patrimoine religieux est l'affaire de tous, croyants ou non croyants, car il offre à nos sociétés un "ancrage civilisationnel" essentiel, lequel structure notre quotidien, et ce, le plus souvent, sur un mode inconscient. Et Mathieu Lours de rappeler dans nombre d'entretiens à quel point est crucial le rôle



des élus (en particulier les maires) pour sensibiliser puis mobiliser les réseaux, privés ou publics, qui permettent *in fine* d'obtenir des subventions et de sauver un monument. L'incendie de Notre-Dame et la reconstruction de la flèche de la basilique de Saint-Denis l'ont ainsi amené à être sollicité pour son expertise par la plupart des grands médias, tant en France qu'à l'étranger.

En 2011, puis 2016, il a publié, aux éditions Citadelles et Mazenod, *Cathédrales d'Europe* et *Architectures sacrées*, ouvrages consacrés au patrimoine des différentes traditions religieuses dans le monde. De même, outre plusieurs monographies portant sur des édifices religieux, dont les églises Saint-Sulpice et Saint-Eustache à Paris, Mathieu Lours a écrit un important ouvrage dédié à *Paris et ses églises du Grand Siècle aux Lumières* (Picard, 2016) suivi d'un *Dictionnaire des cathédrales* (Editions Gisserot, 2018). Plus récemment, en novembre 2021, il a publié *Notre-Dame des siècles* aux éditions du Cerf (ce qui lui a valu d'être cité en tête des ouvrages recommandés dans le *Figaro Littéraire* du 16/12/2021), ouvrage suivi immédiatement par *La grâce des cathédrales, trésors des régions de France* (Place des Victoires, décembre 2021), contenant un inventaire complet des cathédrales françaises.

Intervenant régulièrement dans de nombreux médias, Mathieu Lours collabore également à la revue de géopolitique *Conflits*, [<https://www.revueconflits.com/author/mathieu-lours/>], bien connue de nos lecteurs, s'efforçant de mettre en relief l'importance du patrimoine dans les jeux d'influence géopolitiques.

L'INFLUENCE, UNE NOUVELLE FAÇON DE PENSER LA COMMUNICATION DANS LA GUERRE ECONOMIQUE

"Qu'est-ce qu'être influent sinon détenir la capacité à peser sur l'évolution des situations ? L'influence n'est pas l'illusion. Elle en est même l'antithèse. Elle est une manifestation de la puissance. Elle plonge ses racines dans une certaine approche du réel, elle se vit à travers une manière d'être-au-monde. Le cœur d'une stratégie d'influence digne de ce nom réside très clairement en une identité finement ciselée, puis nettement assumée. Une succession de "coups médiatiques", la gestion habile d'un carnet d'adresses, la mise en œuvre de vecteurs audacieux ne valent que s'ils sont sous-tendus par une ligne stratégique claire, fruit de la réflexion engagée sur l'identité. Autant dire qu'une stratégie d'influence implique un fort travail de clarification en amont des processus de décision, au niveau de la direction générale ou de la direction de la stratégie. Une telle démarche demande tout à la fois de la lucidité et du courage. Car revendiquer une identité propre exige que l'on accepte d'être différent des autres, de choisir ses valeurs propres, d'articuler ses idées selon un mode correspondant à une logique intime et authentique. Après des décennies de superficialité revient le temps du structuré et du profond. En temps de crise, on veut du solide. Et l'on perçoit aujourd'hui les prémices de ce retournement.

"L'influence mérite d'être pensée à l'image d'un arbre. Voir ses branches se tendre vers le ciel ne doit pas faire oublier le travail effectué par les racines dans les entrailles de la terre. Si elle veut être forte et cohérente, une stratégie d'influence doit se déployer à partir d'une réflexion sur l'identité de la structure concernée, et être étayée par un discours haut de gamme. L'influence ne peut utilement porter ses fruits que si elle est à même de se répercuter à travers des messages structurés, logiques, harmonieux, prouvant la capacité de la direction à voir loin et sur le long terme. Top managers, communicants, stratèges civils et militaires, experts et universitaires doivent croiser leurs savoir-faire. Dans un monde en réseau, l'échange des connaissances, la capacité à s'adapter aux nouvelles configurations et la volonté d'affirmer son identité propre constituent des clés maîtresses du succès".

Ce texte a été écrit lors du lancement de *Communication & Influence* en juillet 2008. Il nous sert désormais de référence pour donner de l'influence une définition allant bien au-delà de ses aspects négatifs, auxquels elle se trouve trop souvent cantonnée. L'entretien que nous a accordé Mathieu Lours va clairement dans le même sens. Qu'il soit ici remercié de sa contribution aux débats que propose, mois après mois, notre plate-forme de réflexion.

Bruno Racouchot
Directeur de Comes

Communication & Influence

UNE PUBLICATION DU CABINET COMES

Paris ■ Toronto ■ São Paulo ■ Porto Alegre

Directrice de la publication : Sophie Vieillard

Illustrations : Rossana

CONTACT

France (Paris) - North America (Toronto)

South America (São Paulo - Porto Alegre)

bruno@comes-communication.com

www.comes-communication.com



Quand la réflexion accompagne l'action